

L'enseignement supérieur : un sésame pour l'insertion professionnelle ?

Présentation des intervenants :

- Jean-Bernard LAYAN prof de Sc ECO (agrégé de SES) à BX 4, responsable du Master 1, enseignant référent en 1ère année de Sciences éco

Actualités de l'Université =

- fusion des universités Bordeaux 1, 2 et 4 dans la NUB (Nouvelle Université de Bordeaux)
 - Réflexions sur les formations sur les problèmes de l'échec des premières années, d'où l'intérêt d'un stage bac -2, bac +3 et la nécessité de travailler en collaboration avec le lycée, notamment sur le travail portant sur les compétences
 - Début de réflexion sur la notion de compétences à l'Université
- donc il y a du mouvement à l'université

- Romain DELES prof de socio à Bx 2

Enumération des dispositifs d'encadrement : exercice de tutorat, d'enseignant référent

- Séverine DESREUMAUX, agrégée de SES, détachée à BX 4 Droit

Constat de l'importance de l'échec en 1ère année en droit. Il existe des dispositifs de remédiation, mais pour l'instant, un relativement faible investissement des étudiants, qui réclament peu. Finalement peu d'étudiants à AES, et beaucoup en droit.

Présentation de S. Desreumaux à partir de la grille de recensement des compétences en vue de la réussite universitaire et professionnelle

Constat d'une augmentation du nombre d'étudiants issus de ES ces dernières années (+20% cette année), sûrement à cause de l'appellation « eco gestion », mais ce sont les STG qui éprouvent des difficultés : 5 à 10% passent la 1ère année, et 0% pour les bac pro, même si ils ont la possibilité d'y rentrer.

En socio, environ 75% des élèves de 1ère année qui se présentent à l'examen l'ont. En droit et éco, plutôt 50%. cf stat en ligne

Il existe aussi un problème d'acceptation en Master 2 en droit, qui n'est pas de plein droit, car il y a peu de places. Il est donc important de faire des stages au préalable, même s'ils ne sont pas obligatoires. Il n'y a par exemple que 5 postes pour s'orienter vers une thèse quelle que soit la série choisie.

Dispositifs de remédiation :

- Enseignant référent en AES, en éco, en socio (sauf en droit) : il assure des TD obligatoires en méthodologie en 1ère année. Après l'examen du 1er semestre, l'étudiant doit prendre rendez-vous pour voir comment envisager le 2d semestre.

En éco, il y a des moyens, sous la forme de rendez vous individuels, volontaires.

En droit, le système est plus difficile à mettre en place, car les étudiants sont particulièrement nombreux (c'est finalement peu utile de faciliter la réussite en 1ère année puisque il n'y a pas de problème de recrutement).

- Tutorat en AES, en éco, en socio, en droit : un étudiant de 2^{ème} année accompagne un élève de 1^{ère} année. Ce n'est pas obligatoire et intéresse peu les étudiants sauf quand il existe un rendu obligatoire les 1^{ères} années, ce qui oblige les étudiants, qui prennent finalement l'habitude du tutorat et en perçoivent l'intérêt.

- processus de 2^{ème} chance en droit :

Rebond : comme si c'était un redoublement dans le 1^{er} temps. Quand le 1^{er} semestre n'est pas validé, il y a la possibilité de passer une capacité en droit. Au 2^{ème} semestre, ils font une année de capacité en droit et valident le 1^{er} semestre de droit.

En socio, il existe environ le même principe.

- Passerelles

Elles sont possibles, mais il y a peu de réussite. Un élève à la fin du 1^{er} semestre peut se réorienter de éco vers droit ou inversement (même si elle est difficilement réussie). Il y a davantage de possibilités de droit ou éco vers AES. Elles sont possibles aussi pour des élèves issus des IUT, BTS. Les passerelles sont autorisées sur dossier, mais il y a relativement peu de places. Si elles existent administrativement, elles sont peu pratiquées.

Présentation de la grille des compétences. (cf document joint sur le site)

SAVOIR :

- Maîtrise des prérequis disciplinaires : en maths notamment, ils ont tendance à être traumatisés, même si les coefficients sont faibles. Les maths sont utiles autant en macro qu'en micro. Les étudiants ont un problème de compréhension du sens de l'objet math, dès qu'il y a une modélisation.
Ce problème est dû à l'hétérogénéité des niveaux, y compris en statistiques en socio. Les élèves de ES s'en sortent relativement bien en socio.
- Apprendre et restituer un enseignement de manière rigoureuse : En droit, certains ont verbalisé l'avantage de DGEMC. Il est noté une difficulté du passage du lycée vers l'université : en fonction des enseignements, les étudiants ont des difficultés à comprendre que l'enseignant propose un modèle théorique, lors qu'au lycée, on privilégie une démarche neutre au lycée. C'est vrai en socio et en éco gestion.
- savoir utiliser les savoirs acquis : Nécessité d'apprendre par coeur à l'université, surtout en droit. Evolution récente de type d'exercice, quelle que soit matière : exigence de devoir plus court qu'au bac, dissertation en 2h sans document, mais aussi QCM.
- être capable d'acquérir des savoirs supplémentaires grâce aux lectures complémentaires : avoir un manuel de droit, d'éco gestion,.. pour se repérer par lui-même. les études réclament d'avoir des références, de s'intéresser à l'actualité.
- Faire des recherches personnelles sur un sujet : travaux de recherche comme dans le cadre des TPE, mais vraiment personnels
- Développer une culture générale : Nécessité de s'intéresser à l'actualité, d'être curieux, y compris sur des sujets extérieurs afin de développer l'interdisciplinarité.
Ex : projet en droit d'ouvrir une filière droit et média, pour accentuer l'interdisciplinarité et faire le lien avec l'enseignement de DGEMC et de sciences sociales et politiques. Ce serait une filière sélective.
Il existe déjà une filière droit et langue sélective, sur dossier (essentiellement sur maîtrise de la langue étrangère, anglais, allemand, espagnol. Seule la filière en anglais est vraiment très sélective et peu accessible : ils ont des cours de droit comme les autres, mais en 2^{ème} année, les cours dans la langue et la 3^{ème} année est à l'étranger). Elle permet de disposer d'une double

compétence, car les étudiants ont connaissance du double système juridique, dans les 2 langues.

Métiers possibles : juriste de l'entreprise, dans l'import/export, dans la banque...

Cette filière facilite l'entrée en M2. Attention lors de la procédure APB, demander à télécharger le dossier concernant cette filière en lien avec la fac de droit.

SAVOIR FAIRE :

- prise de notes : Les étudiants éprouvent des difficultés, surtout en cours magistral, qui représente environ 50% des cours (c'est un objectif). Ils ont la possibilité d'utiliser un dictaphone. Il est plus facile de trouver des cours écrits en éco (diapo, livres...) qu'en droit. A l'Université, les profs sont des enseignants chercheurs et réfléchissent relativement peu sur la pédagogie, car ils sont évalués sur la recherche et pas sur l'enseignement ; les cours restent donc très dictés.
- savoir organiser efficacement ses apprentissages dans le temps : importance d'un planning de révision
- savoir problématiser : c'est un combat, il est difficile pour les étudiants de voir la dissertation comme une énigme, une intrigue. Particulièrement en socio, il est demandé de soulever un paradoxe. L'apprentissage de la pbq est un processus continu.
- être capable de travailler de façon pluridisciplinaire notamment dans le projet de recherche : La pluridisciplinarité est un peu oubliée à l'université, mais elle revient plutôt à la fin du cursus, en master, au moment du projet disciplinaire.
- savoir faire preuve de rigueur dans l'argumentation : L'importance de la rigueur peut expliquer la réussite des élèves de S. Peut-être un peu moins en socio.

SAVOIR-ÊTRE

- travailler en autonomie totale : l'élève doit aller chercher le manuel, l'information, travailler spontanément, or il sous estime la charge de travail.
- savoir être en contact avec le monde professionnel : importance du stage dès la 2ème année. Obligatoire en 3ème année en socio. Il est utile pour construire le projet mais aussi pour l'accès au M2. Il existe un bureau des stages qui propose des conventions de stage. La mise en oeuvre est facile car il y a 4 mois de vacances . Il faut savoir le valoriser en fonction du M2 choisi, même si on ne sait pas quel M2.
- savoir être patient : apprendre à attendre afin de bénéficier du travail dans les résultats

Notes :

- A l'université, il n'y a pas de programme, peu d'exigence en terme d'évaluation. Les profs ont le choix, sont autonomes. Il est donc important de savoir s'adapter aux profs et aux cours et de bénéficier de l'expérience des redoublants.
Malgré tout, en socio, les profs se sont mis d'accord sur les attentes et la méthodologie à adopter (grilles d'évaluation communes).
- Pour réussir à l'université, autant de travail est nécessaire qu'en CPAG : 20 h de cours, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de travail à côté. Le cours est un squelette que les étudiants doivent compléter, ce qui permet de vraiment réussir.

L'enseignement supérieur : un sésame pour l'insertion professionnelle ?

Romain DELES, PRAG

BO n°22 des missions des enseignants : former les élèves

A l'université depuis la LRU de 2007, l'orientation est aussi dans missions de l'université.

A partir de cela, les journalistes effectuent des classements (celui du Point par ex), mais qui n'ont pas lieu d'être car il y a peu de différences et celles-ci seraient annulées, si on tenait compte de la marge d'erreur

Problèmes, obstacles de l'insertion pro au lycée et à l'université :

- la mode de qualification des enseignants : c'est une culture théorique mais ils ont peu de connaissances sur l'insertion professionnelle. Leurs conseils sont plus de l'ordre du « feeling éclairé »
- Les conseillers d'orientation réfléchissent en terme de psychologie et pas seulement d'insertion, même si c'est de moins en moins le cas. Les discours peuvent donc être contradictoires entre les choix par goûts ou ceux dans un objectif d'insertion.
- Les générations qui doivent faire des choix d'orientation n'ont pas de relais parental, car il y a eu une forte augmentation de la proportion des bacheliers depuis.
- La structure pédagogique trop large, en particulier à l'Université

Orientation après le bac ES (cf diaporama joint) : statistiques nationales sur les bacheliers 2012 par rapport aux inscriptions effectives : de 55,7% à l'Université, en particulier 31,6% en psycho, socio et lettres.

Il y a **2 malentendus** en particulier dans le cas des études de sciences humaines et sociales (SHS) :

1. « niveau de diplôme protège » : ce n'est pas toujours le cas
2. « tout se joue à l'Université » : à discuter en particulier SHS.
 1. Les statistiques cachent des différences dans le même niveau (cf diaporama joint). La dimension de la filière joue un rôle aussi important que le passage de bac +3 à bac +5
 2. les compétences scolaires ne se suffisent pas à elles-mêmes, car il existe 2 modèles :
 - le modèle adéquationniste, où la formation est très spécifique et sélective. Dans ce cas, l'affirmation est vraie, car la formation intègre l'insertion professionnelle.
 - le modèle généraliste de l'Université, en particulier des formations littéraires, où il n'y a pas de promesses d'insertion professionnelle, ni de profession. Or la personne est intéressante, si l'apprentissage est complet. Mais c'est alors l'étudiant qui doit prendre en charge sa réussite et son choix, faire la démarche de recherche d'une profession : il doit compenser le manque de finalisation professionnelle en dehors de l'université

D'où des problèmes après les études : déroute, frustration, car le diplôme n'est pas forcément un « sésame ».

Finalement, pour les littéraires, les études sont considérées comme une « aventure intellectuelle », alors que pour les scientifiques, elles sont une « aventure pratique ».

En réalité, les difficultés d'insertion des diplômés du supérieur est un problème d'attente, car leur insertion reste bien meilleurs que ceux qui arrêtent avant, mais elle n'est pas immédiate.